



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'IRLANDE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE DUBLIN

N° 9 – Novembre & Décembre 2021

À Paul,  
Pour son sens de l'humour et son caractère chaleureux,  
Qui nous manquera beaucoup.

## En bref

Cet automne a été marqué par la 26<sup>ème</sup> conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (COP26), qui s'est tenue à Glasgow du 31 octobre au 13 novembre 2021. Dans ce contexte, le Service Économique de Dublin propose une lecture originale et thématique de l'actualité irlandaise et des données traditionnellement suivies – des indicateurs conjoncturels aux finances publiques, en passant par les enjeux sur la finance climat et le reporting de durabilité des entreprises – ciblée sur l'environnement.

## Zoom sur

À l'occasion de la COP 26, l'Irlande a présenté un [Plan d'Action Climat](#). Celui-ci consiste en une feuille de route comprenant 475 actions à mener en vue d'atteindre les ambitions fixées par le gouvernement en matière climatique, à savoir la réduction de 51% des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2018 et la neutralité carbone d'ici 2050. Ces objectifs, juridiquement contraignants, ont été inscrits dans la loi révisée sur l'action climatique et le développement à faible intensité carbone, promulguée le 23 juillet dernier (« Climate Action and Low Carbon Development (Amendment) Act 2021 »). En parallèle, le [Plan National de Développement](#) – la déclinaison en matière d'investissements publics de la stratégie d'aménagement du territoire dite « Project Ireland 2040 » – appuiera le financement de la transition vers une économie verte par l'allocation de 165 Md€ de dépenses publiques d'ici 2030, soit 5% du GNI\* (indicateur alternatif au PIB corrigé des distorsions induites par la présence des multinationales en Irlande).

## LE CHIFFRE À RETENIR

# 28%

28% c'est le taux de recyclage des emballages en matières plastiques de l'Irlande, contre 41% en moyenne dans l'Union européenne, en 2019. Le volume de déchets plastiques généré par un européen s'élevait alors à 34,4kg, en progression de 24% (+7kg) par rapport à 2009.

## Macroéconomie

Tableau 1 : Prévisions de croissance\*

PIB réel Variation annuelle (%)	2021	2022
Davy	15,5	7,6
Ibec	12,8	6,1
OCDE	15,1	5,6
Commission européenne	14,6	5,1
FMI	13	3,5
Think-tank ESRI	12,6	7,1
Banque centrale	15,3	7,2
Ministère des finances	15,6	5,0

Source : SE de Dublin

\* Les prévisions apparaissent par ordre chronologique (les premières étant les plus récentes).

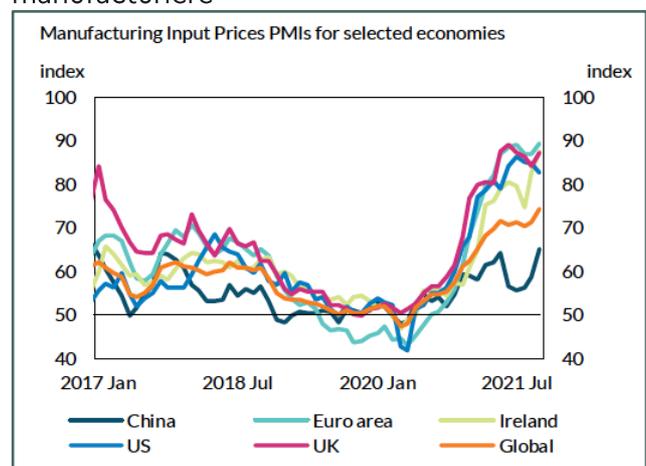
### 1 Activité économique

#### Indices des directeurs d'achats

**Les indices des directeurs d'achats de l'institut Markit (PMI) sont en baisse au mois de novembre mais restent bien au-dessus du seuil usuel d'expansion à 50.** Dans le secteur manufacturier, la croissance de la production ralentit (PMI : -2,2 points à 59,9) et les prix des intrants (Figure 1) comme les prix de vente continuent d'atteindre des niveaux record en raison des perturbations sur les chaînes d'approvisionnement et de la hausse des coûts, de l'énergie et du transport notamment. D'après Eurostat, les hausses annuelles (82,9%) et mensuelles (23,2%) des prix à la production industrielle observées en Irlande en septembre 2021 ont été les plus marquées de l'Union européenne (UE).

Dans le secteur des services, l'activité ralentit sous l'effet de la dégradation de la situation sanitaire (PMI : -4,1 points à 59,3). Les prix facturés augmentent, comme dans l'industrie, sous la pression de la hausse des coûts, mais également des pénuries de main d'œuvre.

Figure 1: Prix des intrants dans l'industrie manufacturière



Source : Banque Centrale d'Irlande

#### Réduction des émissions de GES

Une enquête de l'Ibec (« [Manufacturing Survey 2021](#) ») indique que la lutte contre le changement climatique est moins prioritaire pour les entreprises du secteur de l'industrie qui font face, à moyen terme, à d'autres défis dans le contexte inflationniste actuel. Les entreprises interrogées ont identifié cinq défis majeurs pour le secteur que sont la hausse des coûts de l'énergie (70% des répondants), de transport et de logistique (64%), l'attractivité d'une main-d'œuvre de qualité (63%), ainsi que la disponibilité (62%) et le coût (57%) des matières premières. La réduction des émissions de carbone (20%) apparaît moins pressante, et ce malgré la publication des budgets carbone (« carbon budgets ») proposés par le Conseil consultatif irlandais sur les changements climatiques. Une fois adoptés, ces budgets fixeront des plafonds d'émissions à ne pas dépasser par secteur d'activité: les émissions liées à la production d'électricité devront ainsi di-

minuer de 62 à 81%, celles liées aux transports de 42 à 50%, etc. (Figure 2).

Figure 2: Budgets carbone tels que proposés dans le Plan d'Action Climat 2021

Sector <sup>1</sup>	2018 emissions (MtCO <sub>2</sub> eq.)	2030 target emissions (MtCO <sub>2</sub> eq.)	% reduction relative to 2018 <sup>2</sup>
Electricity	10.5	2-4	62-81%
Transport	12	6-7	42-50%
Buildings	9	4-5	44-56%
Industry	8.5	5-6	29-41%
Agriculture	23 <sup>3</sup>	16-18	22-30%
LULUCF	4.8	2-3	37-58%
Unallocated Savings	N/A	4 <sup>4</sup>	N/A

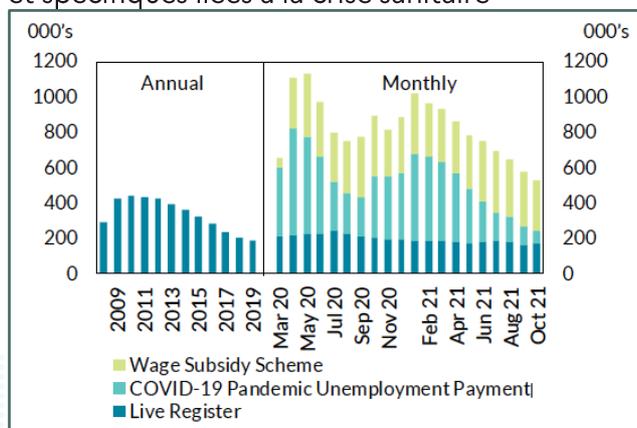
Source : Department of the Environment, Climate and Communications

## 2 Marché du travail

### Chômage

Le taux de chômage en Irlande s'élève à 5,2% de la population active au mois de novembre 2021. S'il a diminué d'un point depuis le mois de novembre 2020, ce chiffre est calculé en application des critères arrêtés par le Bureau International du Travail (BIT) que ne remplissent pas les bénéficiaires des allocations versées au titre des dispositifs spéciaux liés à la pandémie. Le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) s'élève quant à lui à 10,9%.

Figure 3 : Bénéficiaires des allocations chômage et spécifiques liées à la crise sanitaire



Source : Banque Centrale d'Irlande

Le **Central Statistics Office (CSO)**, l'équivalent irlandais de l'INSEE, évalue le taux de chômage à l'aide d'un autre indicateur – le « **Covid-19 Adjusted Measure of Unemployment** » – qui s'établit à **6,9% au mois de novembre 2021**. En baisse de 13,5 points en glissement annuel (g.a.), ce taux de chômage ajusté intègre l'ensemble des personnes ayant perdu leur emploi sous l'effet de la crise sanitaire au sein des chômeurs ; celles-ci bénéficiant du « **Pandemic Unemployment Payment** » (PUP), une allocation spécifique mise en place pour soutenir leurs revenus (Figure 3).

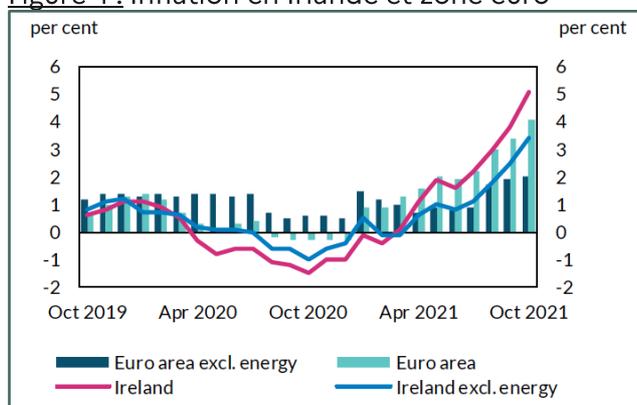
### Adaptation de la main d'œuvre

Le **Groupe d'Experts sur les Besoins Futurs en Compétences** (« **Expert Group on Future Skills Needs** » - EGFSN), créé en 1997 pour conseiller les autorités irlandaises sur les besoins actuels et futurs de l'économie, a rendu un rapport le **24 novembre dernier dans l'objectif d'accélérer la transition environnementale du pays**. Le EGFSN identifie les changements induits par la décarbonation de l'économie, du retrait progressif de certains métiers au développement de nouvelles opportunités d'emploi, et émet une trentaine de recommandations destinées précisément à faciliter la mise en œuvre du Plan d'Action Climat. L'accent est mis sur les qualifications en matière d'énergies renouvelables, éolienne et solaire ; de rénovation énergétique des bâtiments ; d'installation de pompes à chaleur ou encore de véhicules électriques, qui devront rapidement augmenter selon les experts, si le gouvernement veut atteindre les objectifs fixés. À ce titre, le Plan National de Relance et de Résilience, financé par la Facilité européenne « **Next Generation EU** », prévoit le lancement de divers programmes de développement des compétences orientés vers la double transition verte et numérique.

### 3 Inflation

En Irlande, l'inflation s'élevait à 5,3% (g.a.) ou 0,6% en glissement mensuel (g.m.) au mois de novembre 2021 (Figure 4). Elle atteint son plus haut niveau depuis juin 2001. Sur une base annuelle, l'indice des prix à la consommation a essentiellement été tiré par la hausse des prix dans les transports (16,2%), ainsi que le logement, l'eau, le gaz, l'électricité et les autres combustibles (12%). La hausse des prix de l'énergie enregistre des niveaux record : 20,9% (g.a.) pour l'électricité, 27,9% pour le gaz naturel et 71,4% pour les combustibles liquides utilisés pour le chauffage domestique. Le prix du pétrole a quant à lui augmenté de 26%, tandis que celui du diésel de 29,2% pour atteindre respectivement 1,73€ et 1,63€ le litre en moyenne dans les stations-service irlandaises, d'après les données d'AA Ireland.

Figure 4 : Inflation en Irlande et zone euro



Source : Banque Centrale d'Irlande

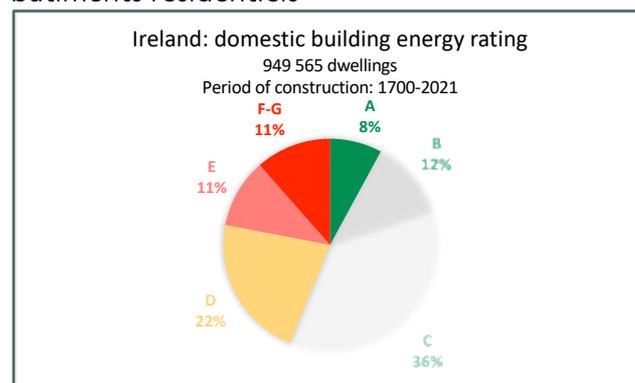
Pour soutenir les ménages face à la hausse des factures d'électricité, le Conseil des ministres irlandais a proposé la distribution d'un chèque de 100€ (« [Electricity Costs Emergency Benefit Scheme](#) »), conformément à la « boîte à outils » de la Commission européenne. Cette mesure, dont le coût est estimé à 210 M€, requière néanmoins l'adoption d'une loi par le Parlement irlandais et ne pourra donc être opérationnelle qu'à compter de janvier ou février 2022.

Dans ce contexte qui alimente les débats sur la dépendance énergétique du pays, le Plan d'Action Climat cible en priorité le développement des énergies renouvelables pour réduire, à terme, les importations de combustibles fossiles. Le gouvernement porte ainsi de 70 à 80 % l'objectif en matière d'électricité d'origine renouvelable d'ici 2030, s'appuyant sur une augmentation des énergies solaire et éolienne (en mer et terrestre). Le déploiement des gaz renouvelables, tels que le biométhane et l'hydrogène vert, figurent également dans les actions ciblées par ledit Plan.

### 4 Marché de l'immobilier

Sur le marché de l'immobilier, les prix à l'achat dans le secteur résidentiel sur l'ensemble du territoire continuent de croître à un rythme très soutenu : 13,5% en octobre 2021 par rapport à octobre 2020 et 1,4% d'un mois à l'autre. Les loyers progressent, quant à eux, de 7,5% (g.a.) ou 0,9% (g.m.).

Figure 5 : Performance énergétique des bâtiments résidentiels



Source : CSO

La priorité climatique en matière de logement porte sur la rénovation énergétique des bâtiments. Le Plan d'Action Climat vise en effet à rénover 500 000 logements et à installer 680 000 pompes à chaleur d'ici 2030. D'après le CSO, 11% des bâtiments résidentiels sont très ou

énormément énergivores (F ou G) (Figure 5). Pour atteindre ces objectifs, l'Irlande aurait besoin de 32 000 ouvriers du bâtiment supplémentaires par rapport au niveau pré-pandémie selon l'étude de Conroy, Casey et Jordan-Doak, « [Ireland's next ramp-up in public investment](#) » (2021).

## 5 Consommation

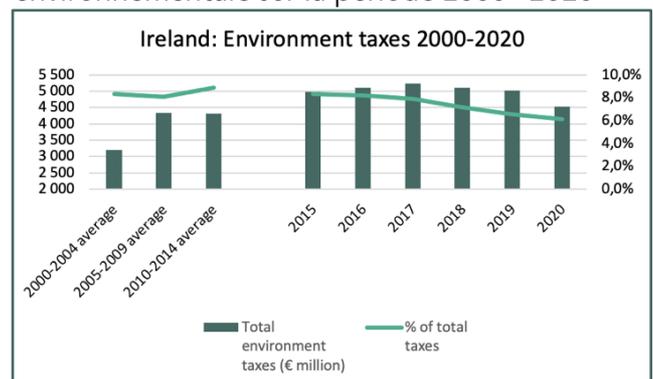
**Le nombre d'études s'intéressant au sentiment ou au comportement responsable des ménages est croissant en Irlande.** Deux tiers des irlandais manifestent ainsi leur sentiment de faire « tout leur possible » dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique, d'après les travaux de recherche menés conjointement par Permanent TSB et Kantar (« [Reflect Ireland](#) »). Selon cette même étude, 34% des personnes interrogées ont le sentiment que changer leur comportement personnel ne ferait pas de différence. Sur une note plus optimiste, 24% des ménages irlandais ont déclaré que leur prochain achat automobile pourrait être électrique d'après une enquête menée à l'initiative du CSO (« [Household Environmental Behaviours - Energy Use](#) »). Les trois-quarts d'entre eux seraient par ailleurs prêts à modifier substantiellement leur consommation d'électricité si des tarifs plus avantageux étaient disponibles sur les heures creuses.

# Finances publiques

## 1 Fiscalité environnementale

D'après le CSO, les recettes issues de la fiscalité environnementale s'élevaient à 4,5 Md€ en 2020 contre 5 Md€ en 2019, soit une baisse de 10% d'une année sur l'autre. Il s'agit du plus faible rendement enregistré sur la période 2015-2020 (Figure 6), qui s'explique largement par les restrictions de mobilité liées à la Covid-19 et la baisse des droits d'accise sur les carburants routiers qui en a résulté. Mais la part de l'écofiscalité dans les recettes fiscales totales est en baisse constante depuis 2011, celle-ci étant passée de 9,1% à 6,1% en 2020 – la plus faible observée en 20 ans. Les taxes sur l'énergie rapportaient 62% des recettes environnementales l'année dernière, tandis que celles sur le transport, 38%.

Figure 6 : Rendement de la fiscalité environnementale sur la période 2000 - 2020



Source: CSO

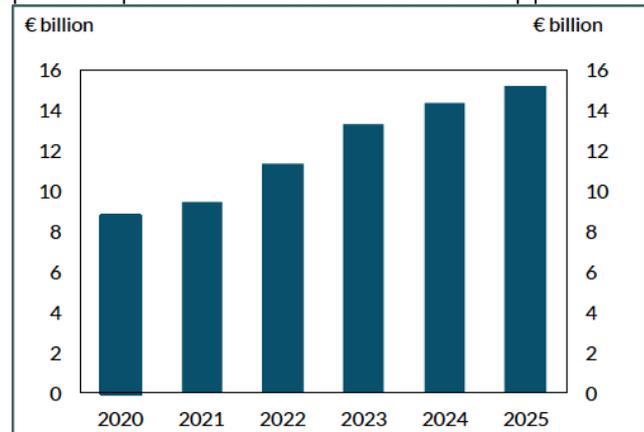
Parmi les mesures fiscales annoncées par le ministre des Finances irlandais, Paschal Donohoe, à l'occasion du « Budget Day », la taxe carbone a de nouveau augmenté de 7,50€ (pour s'établir à 41€ par tonne/CO<sub>2</sub>), suivant la trajectoire définie en loi de finances 2021 pour atteindre 100€/t CO<sub>2</sub> en 2030. Le ministre a précisé que les recettes supplémentaires perçues au titre de cette taxe seront affectées à des initiatives sociales ciblées visant à prévenir la précarité énergétique, ainsi qu'à des programmes de rénovation énergétique des bâtiments résidentiels ou encore à la mise en place de mesures encourageant les agriculteurs à cultiver de façon plus durable. Par ailleurs, le dispositif d'amortissement accéléré pour les équipements énergétiquement efficaces a été modifié pour exclure ceux qui dépendent des combustibles fossiles. Celui pour les véhicules d'entreprise a été étendu pour inclure les véhicules hydrogène et équipements de ravitaillement. Enfin, dans la même lignée que les révisions techniques intervenues l'année dernière sur la taxe d'immatriculation des véhicules (« Vehicle Registration Tax »), encourageant l'achat de voitures hybrides rechargeables et électriques, de nouveaux ajustements seront apportés sur les taux de ladite taxe qui augmentent de 1% à 4% selon les tranches d'imposition.

## 2 Financement de la transition écologique

Dans son rapport annuel portant évaluation du budget présenté par le gouvernement, l'« Irish Fiscal Advisory Council » (IFAC) – l'équivalent irlandais du Haut Conseil des Finances Publiques – souligne que l'Irlande fait face à plusieurs défis à moyen terme, parmi lesquels le changement climatique. L'institution budgétaire indépendante regrette en particulier le manque de clarté du Plan d'Action Climat quant à la répartition du coût de la transition verte, estimé par le gouvernement à 125 Md€, entre les secteurs public et privé. Dans la même idée, l'IFAC indique que le Plan National de Dévelop-

pement (Figure 7) ne renseigne pas précisément les dépenses répondant aux objectifs de réduction des émissions carbone du pays.

Figure 7 : Dépenses d'investissement telles que prévues par le Plan National de Développement



Source: Banque Centrale d'Irlande

## Finance climat

### 1 Lancement d'une feuille de route pour la finance durable

À l'occasion de la 4<sup>ème</sup> édition de la Semaine de la Finance Climat (« 4th Annual Climate Finance Week »), l'Irlande a présenté sa première [feuille de route](#) pour faire du pays un leader mondial en matière de finance durable d'ici 2025. La création d'un centre d'excellence international en partenariat avec « United Nations Development Programme » (UNDP) est au cœur de la stratégie pour y parvenir. Son développement permettra de favoriser les activités de recherche, et de déployer l'expertise des universitaires et des professionnels – des secteurs public et privé – pour identifier et tester des solutions et mécanismes financiers innovants facilitant la transition vers une économie durable.

**18 actions ciblées sont définies dans la feuille de route, qui elle-même repose sur 5 piliers :** (i) le développement des talents via une accélération de l'accès aux formations et programmes d'enseignement supérieur sur la finance durable ; (ii) le renforcement des engagements et des capacités de l'industrie financière, en matière de produits et services financiers mais également de reporting ; (iii) l'exploitation des solutions technologiques pour la collecte et le traitement des données ESG et la gestion des risques (Fintech) ; (iv) la création d'un environnement favorable, sur le plan législatif notamment ; et (v) la communication et la sensibilisation des priorités ainsi fixées en matière de finance durable. Le gouvernement s'engage enfin à assurer le suivi et l'évaluation de la feuille de route, entre autres en analysant les difficultés rencontrées et les opportunités offertes en temps réel et en utilisant le programme d'évaluation du réseau FC4S.

### 2 Produits financiers verts

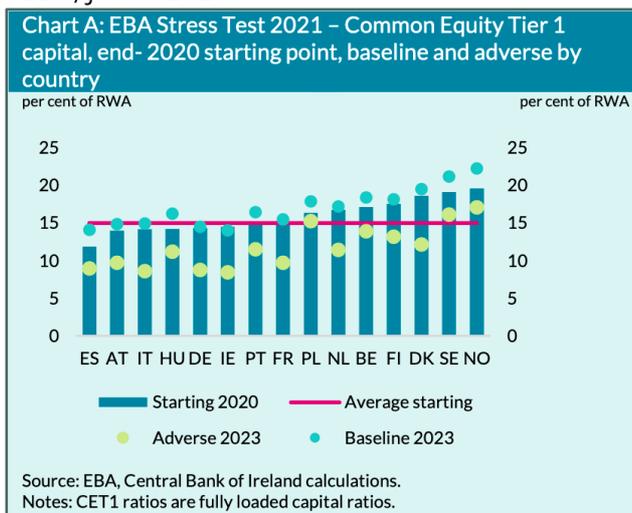
Allied Irish Banks (AIB) – la première banque de détail irlandaise – a annoncé, lors de sa cinquième Conférence sur la durabilité, le doublement de son Fonds d'Action Climat qui s'élève désormais à 10 Md€ jusqu'en 2023, contre les 5 Md€ annoncés en 2019. Au cours de la première moitié de l'année 2021, les prêts verts ont représenté 20% des nouveaux prêts du groupe et cette part pourrait progresser jusqu'à 70% d'ici 2030. Ce portefeuille comprend des prêts hypothécaires verts pour les particuliers cherchant à acheter des habitations à basse consommation d'énergie ou encore des prêts personnels pour l'achat de véhicules électriques, par exemple. Du côté des entreprises, AIB finance notamment des projets d'énergies renouvelables et de rénovation énergétique des bâtiments. Par ailleurs, les coopératives financières (« credit unions ») contribuent à la diversification des sources de financement permettant aux particuliers de rénover leur logement, via le lancement d'un nouveau produit, le « Greenify Home Improvement Loan Product ».

### 3 Stratégie de la Banque Centrale d'Irlande

À la suite du tout premier stress test climatique appliqué à l'économie européenne, AIB et Bank of Ireland (BoI) – qui occupent 60% du marché irlandais du crédit hypothécaire – feront l'objet d'un test de résistance climatique opéré par la Banque Centrale Européenne (BCE) l'année prochaine, aux côtés des autres établissements de crédit d'importance systémique. Pour mémoire, les résultats des stress tests bancaires

réalisés par l’Autorité bancaire européenne (EBA) l’été dernier ont montré que ces deux établissements parviendraient, en cas de grave crise économique, à un ratio de fonds propres « durs » (CET1) de 8,8% pour AIB (contre 15,5% début 2021) et 8,05% pour BoI (contre 13,4% fin 2020) d’ici la fin de l’année 2023 (Figure 8). Si leur performance se situe légèrement en-dessous de la moyenne européenne à 9,9%, ces établissements détiennent néanmoins des fonds propres suffisants pour couvrir le risque de pertes en cas de chocs défavorables.

Figure 8 : Résultats du stress test climatique de l’EBA, juillet 2021



Source : Banque Centrale d’Irlande

Le gouverneur de la Banque Centrale d’Irlande (BCI), Gabriel Makhlouf, a indiqué que « le statu quo en matière de changement climatique n’était pas une option » si elle souhaitait satisfaire sa nouvelle stratégie, au cœur de laquelle figure la lutte contre le réchauffement de la planète. Signataire de la « Déclaration de Glasgow » du « Network for Greening the Financial System » (NGFS) – une alliance de régulateurs financiers lancée en 2017 – la BCI a notifié sa ferme intention de faire respecter les obligations des fournisseurs de services financiers en matière de climat mais plus largement d’enjeux environnementaux, sociaux

et de gouvernance (ESG). À ce sujet, le gouverneur s’est dit particulièrement préoccupé par le « greenwashing » lors d’une table ronde organisée le mois dernier au sein du mécanisme de supervision bancaire unique (SSM) de la BCE.

Si les exigences de capital supplémentaires appliquées aux institutions financières dites d’importance systémique continuent d’être intégrées graduellement, la BCI a reculé la mise en œuvre du coussin de prévention aux risques systémiques (« systemic risk buffer – SyRB »). Pour rappel, sa mise en place devait initialement avoir lieu en 2020 et vise à renforcer les exigences en fonds propres pour couvrir les risques de long-terme pesant sur la stabilité financière, tels qu’une évolution structurelle défavorable liée à l’activité des multinationales (par exemple la réforme de la fiscalité internationale des entreprises) ou encore le réchauffement climatique.

## Entreprises

### 1 Objectifs et stratégies de neutralité carbone

#### LE CHIFFRE DU MOIS

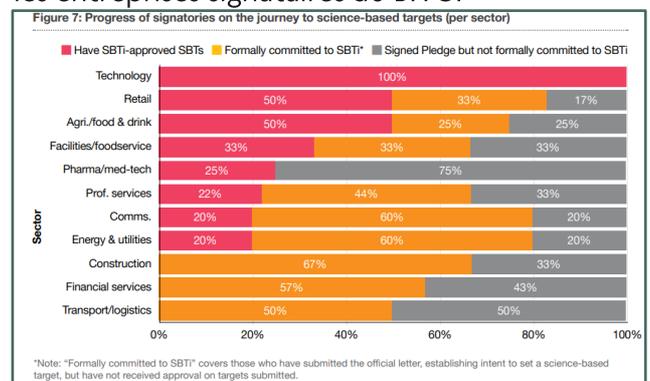
# 46

L'Irlande occupe la 46<sup>e</sup> place (sur 60) du classement du « [Climate Change Performance Index](#) » (CCPI) réalisé par German Watch, Climate Action Network & New Climate Institute. Elle perd ainsi 7 places par rapport à l'année précédente. Les performances irlandaises sont considérées « très faibles » en matière d'émissions de GES. Les experts soulignent par ailleurs les risques d'une hausse de la demande en énergies fossiles liée au développement des *data centres*, les lacunes existantes dans le secteur des transports, ainsi que les difficultés liées à la forte contribution du secteur de l'agriculture aux émissions de GES du pays (37% des émissions totales).

L'indice évalue les actions de 60 pays dans le monde dont ceux de l'UE, qui émettent 90% des émissions de GES. 4 catégories sont prises en compte : les émissions de GES (40 % de la note totale) ; les énergies renouvelables (20 %) ; l'usage de l'énergie (20 %) ; et la politique climatique (20 %).

Le 3<sup>ème</sup> rapport annuel de PwC sur le « Business in the Community Ireland » (BITCI) Low Carbon Pledge indique que 30% des 62 entreprises signataires de l'engagement mentionné ont fixé et adopté des objectifs de réduction des émissions de GES reposant sur des données scientifiques. Créée en 2018, cette initiative collective vise à démontrer le rôle de premier plan joué par les entreprises dans la limitation du réchauffement climatique à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels, conformément à l'Accord de Paris. L'étude montre que 68% des parties prenantes sont aujourd'hui bien placées pour fixer de tels objectifs d'ici 2024. Cette dernière année, l'accent a été mis sur la décarbonation de leurs opérations à travers toute la chaîne de valeur. Les progrès réalisés varient selon les secteurs d'activité : la tech, le commerce de détail et l'agroalimentaire figurent ainsi parmi les plus avancés (Figure 9).

Figure 9 : État des lieux des progrès réalisés par les entreprises signataires du BITCI



Source: PwC

Néanmoins, d'autres études font état d'une moindre performance des entreprises irlandaises en matière de transition environnementale, comme par exemple celle portant évaluation de leur maturité en termes de développement durable, publiée par Ernst & Young (« [Ireland EY State of Sustainability Report 2021](#) »). Le document indique, en effet, qu'« une faible proportion » des entreprises interrogées, soit 22% d'entre elles, ont adopté des objectifs de réduction des émissions de GES fondés sur une approche scientifique rigoureuse, tandis que 66% doutent de leur capacité à atteindre leurs objectifs d'ici la fin 2030. Enfin, plus d'un tiers des 105 entreprises technologiques ayant fait l'objet d'une enquête conduite par *Mediateam* pour *Data Solutions*, distributeur de solutions et services de sécurité informatiques, admet n'avoir aucune stratégie durable, selon le quotidien de référence irlandais *Irish Times* (« [Irish companies want to be carbon neutral but many have no plan](#) »).

## 2 Reporting des informations extra-financières

Le cabinet d'audit-conseil KPMG a analysé l'état de préparation de 50 sociétés en Irlande en vue du projet de directive européenne sur les rapports de durabilité des entreprises (« *Corporate Sustainability Reporting Directive* » – CSRD), qui pourrait entrer en vigueur dès le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

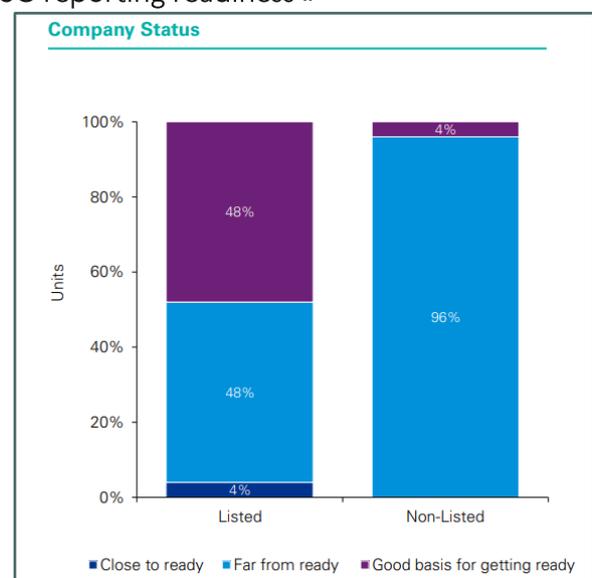
Le rapport, intitulé « [Irish companies' ESG reporting readiness](#) », porte sur les 25 plus grandes sociétés cotées, ainsi que les 25 plus grandes entreprises non cotées présentes sur le territoire irlandais. Parmi elles, il ressort de l'étude que :

- Seules 4% obtiennent des indicateurs de durabilité certifiés par un organisme externe de contrôle ;
- 54% n'ont publié d'informations en matière de durabilité ni dans leur rapport annuel ni dans un rapport distinct ;

- 60% ne font pas apparaître les progrès accomplis dans la réalisation de leurs objectifs ; et
- 50% ne décrivent pas clairement le rôle du conseil d'administration et de la direction en matière de durabilité.

Au total, 72% des sociétés de l'échantillon sont considérées comme étant « loin d'être prêtes » et seulement 2% « presque prêtes » à répondre aux nouvelles obligations de reporting extra-financier liées à la CSRD (Figure 10). Les 26% restantes auraient « une bonne base pour se préparer ». En raison des pressions exercées notamment par les investisseurs, les sociétés cotées affichent une meilleure préparation que les entreprises non cotées : en effet, 60% de ces premières ont indiqué avoir réalisé une analyse de matérialité contre seulement 8% pour ces dernières.

Figure 10 : Résultats de l'étude « Irish companies' ESG reporting readiness »



Source: KPMG

La COP26 a donné l'occasion de procéder à un état des lieux des sociétés basées en Irlande ayant rejoint le groupe de travail « Task Force on Climate-Related Financial Disclosures » – TCFD). Créé par le Conseil de stabilité financière du G20

pendant la COP21, celui-ci émet des recommandations destinées à améliorer la transparence des institutions financières et des entreprises en matière de durabilité. Le consortium irlandais a triplé au cours de la première phase de la campagne de sensibilisation de la TFCD – cette dernière étant l’une des actions prévues par la stratégie gouvernementale en matière de finance (« Ireland for Finance Strategy ») – et comprend AIB, Amundi, Atlantic Bridge, BnP Paribas, BoI, Bord na Mona, Coillte, CRH, Davy, Dept of Finance, Dublin Bus, Dunport Capital Management, ESB, Euronext, Glenveagh, Greencoat Capital, Hibernia Reit, ILIM, IPUT, Irish Rail, KBI, NTR, PTSB, Setanta Asset Management, Shannon Group, Smurfit Kappa, Sustainable Finance Ireland.

### 3 Startups

Patrick et John Collison, frères et co-fondateurs irlandais de Stripe, société spécialisée dans le paiement en ligne et sur mobile, étaient présents à la COP26 pour présenter des startups aux solutions innovantes en matière de capture et de stockage du carbone et qu’ils ont décidé de financer via l’initiative « Stripe Climate ». L’une d’elles, Running Tide, propose une technologie exploitant les algues pour extraire le carbone de l’atmosphère et l’installer au fond des océans.



## Tableau des indicateurs mensuels

INDICATEURS		06/21	07/21	08/21	09/21	10/21
PRODUCTION	PIB trimestriel à prix constants (Md€) (Année de référence = 2018)	109,4			110,3	
	Croissance réelle (En glissement annuel, g.a.)	29,0%			16,6%	
	Indice de production industrielle (Base 100 = 2015)	145,1	148,4	144,7	138,6	90,8
	Secteur traditionnel	116,9	114,8	109,0	114,3	115,8
	Secteur moderne	156,7	163,1	160,0	148,1	85,1
	Purchasing Managers Index (PMI)					
	Industrie	64	63,3	62,8	60,3	62,1
Services	63,1	66,6	63,7	63,7	63,4	
Construction	65	62,8	57,5	56,3	56,9	
COMPTE COURANT	Exportations de marchandises (Md€)	13,9	13,2	14,1	14,2	14,8
	Importations de marchandises (Md€)	9,1	7,9	8,6	8,4	8,6
	Solde commercial (Md€)	4,8	5,3	5,5	5,8	6,2
	Balance courante trimestrielle (Md€)	15,0			23,3	
	Balance courante en pourcentage du PIB	14,9%			10,4%	
ÉVOLUTION DES PRIX	Inflation CPI (En glissement mensuel, g.m.)	0,2%	0,4%	0,6%	0,5%	0,7%
	Inflation CPI (g.a.)	1,6%	2,2%	2,9%	3,8%	5,1%
	Prix résidentiels à l'achat (g.m.)					
	National	1,4%	1,7%	2,2%	1,6%	1,4%
	Irlande sauf Dublin	1,6%	1,9%	2,4%	1,9%	1,7%
	Dublin	1,3%	1,5%	2,1%	1,3%	1,0%
	Loyers dans le parc privé (g.m.)	0,1%	0,3%	1,5%	1,8%	0,9%
Loyers dans le parc privé (g.a.)	3,0%	3,1%	4,5%	5,9%	7,5%	
DEMANDE	Consommation (En glissement trimestriel, g.t.)	12,6%			0,5%	
	Investissement (g.t.)	5,8%			-3,8%	
	Dépenses publiques (g.t.)	0,9%			0,8%	
	Exportations nettes (g.t.)	5,4%			4,5%	
MARCHÉ DU TRAVAIL	Nombre de chômeurs (Milliers)	159,3	146,3	138,5	133,7	135,4
	Taux de chômage	6,3%	5,7%	5,4%	5,2%	5,2%
	Taux de chômage des jeunes	15,7%	12,9%	11,1%	10,3%	10,5%
	Taux de chômage ajusté Covid-19	15,8%	12,6%	11,3%	8,9%	7,9%
	Salaire horaire moyen (€)	26,1			25,3	
	Variation du salaire horaire moyen, g.a.	3%			3,8%	
SECTEUR FINANCIER	Taux de croissance de l'encours des crédits du secteur privé (g.a.)					
	Ménages	n/a	0,4%	0,6%	0,6%	0,7%
	Prêts hypothécaires	0,7%	0,8%	1,0%	1,1%	1,1%
	SNF	-3,8%	-2,7%	-3,6%	-0,6%	-0,8%
	Taux de croissance de l'encours des dépôts du secteur privé (g.a.)					
	Ménages	11,5%	11,2%	10,9%	11,1%	10,6%
	SNF	14,9%	12,1%	13,1%	10,9%	11,7%
Indice boursier ISEQ (dernier)	8174,4	8324,6	8786,9	8402,1	8551,21	

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)